

## CHAPITRE VIII

La lutte s'engagea promptement, en effet. Le 2 avril, cinq bataillons de gardes nationaux fédérés avaient été envoyés dans la nuit pour opérer une reconnaissance du côté de Courbevoie, et s'étaient avancés jusqu'au rond-point où, sur l'ordre de leurs chefs, ils stationnaient depuis quelques heures, lorsque soudain, à neuf heures et demie du matin environ, se présenta un corps assez nombreux de l'armée de Versailles, composé d'infanterie de ligne, d'un bataillon de marins venus du Mont-Valérien, et d'un escadron de chasseurs à cheval. La surprise fut grande. Le docteur Pasquier, chirurgien en chef de la gendarmerie, un homme excellent et fort aimé du soldat, qui ac-

compagnait à cheval les troupes de Versailles, s'avança en parlementaire jusqu'aux avant-postes des fédérés. Mal lui en prit : il fut accueilli par des coups de fusil et tomba mortellement frappé.

Alors le combat s'engagea avec acharnement, avec fureur. Une fusillade nourrie éclata sur toute la ligne. Les Versaillais firent venir du canon et ouvrirent un feu très-violent d'artillerie. Le Mont-Valérien fit entendre sa grosse voix. Les fédérés, qui avaient avec eux quatre pièces de 4 et une mitrailleuse, essayèrent de s'en servir ; mais, après quelques coups, la mitrailleuse éclata et le désordre se mit dans leurs rangs. Ce désordre devint bientôt une véritable déroute ; les gardes nationaux s'enfuirent dans toutes les directions. Poursuivis par les troupes, qui firent beaucoup de prisonniers, ils se dirigèrent en partie sur Paris ; mais beaucoup d'entre eux vinrent chercher un refuge derrière une barricade construite pour défendre le pont de Neuilly, et où le feu du Mont-Valérien les atteignait encore. « Nous sommes trahis ! disaient les fuyards, en rentrant dans Paris à pied ou en omnibus, pas de chefs, pas de cartouches ! »

De nouveaux bataillons, partant de l'Hôtel de Ville, furent immédiatement dirigés sur Neuilly

ou prirent position en avant de l'arc de triomphe de l'Étoile. Six pièces de 7 les accompagnaient. La Commune, effarée, lança une proclamation à grand effet dans laquelle elle annonçait en grosses lettres que « les conspirateurs royalistes » avaient attaqué (ce qui n'était pas vrai), et que, ne pouvant plus compter sur l'armée française, ils avaient attaqué avec les zouaves de Charette, les chouans de Cathelineau et les gendarmes de la police impériale (ce qui était plus faux encore)<sup>1</sup>.

Dans la soirée, on afficha, pour rassurer les esprits, que tout allait bien, et que « Bergeret lui-même était à Neuilly, » phrase bouffonne dont le public parisien s'est amusé longtemps, et qui jeta un peu de gaieté sur ces tristes jours. Ce Bergeret était en effet un nouveau *général* de la Commune, laquelle usa beaucoup de généraux, comme l'on sait, et qui, du reste, venait déjà de faire arrêter du Bisson et Lullier, appartenant à l'élément militaire, ainsi que le citoyen Assi, appartenant à l'élément civil ; cette dernière arrestation avait même intrigué singulièrement le public.

Un conseil de guerre fut tenu par les chefs fédérés à la suite de cette grave échauffourée. Il y

<sup>1</sup> Voir le n° 5 des Notes et Pièces justificatives.

fut décidé que, sans plus attendre, l'attaque décisive sur Versailles serait exécutée le lendemain, au point du jour. Le plan pouvait se résumer de la sorte : attaque de front par Clamart, mouvement tournant par le Bas-Meudon et diversion sur le Mont-Valérien. L'armée des fédérés devait être divisée en trois corps. L'un, commandé par le général Eudes, opérerait par la route de Clamart, en s'appuyant sur le fort de Vanves. Un second, sous les ordres du général Duval, s'avancerait par le Bas-Meudon, Chaville et Viroflay, sous la protection du fort d'Issy et de la redoute des Mouligneaux. Le troisième, conduit par le général Bergeret, entreprendrait sur la route de Rueil une importante démonstration.

Ce plan, on le voit, ne manquait pas d'audace ; mais son moindre défaut était de ne tenir, pour ainsi dire, aucun compte de la forteresse du Mont-Valérien, dont la situation formidable aurait pu cependant être prise en grande considération par les généraux de la Commune.

Les ordres une fois transmis pour son exécution, on vit de tous les points de Paris les bataillons de gardes nationaux se diriger, en quelque sorte fiévreusement, vers les divers points qui leur avaient été assignés, les uns du côté des por-

tes du sud, les autres sur le Champ de Mars, où 30,000 hommes se groupèrent.

Toutes ces troupes étaient accompagnées d'une artillerie assez nombreuse, présentant des pièces de tous les calibres et de toutes les provenances. Ces pièces étaient traînées par des chevaux d'omnibus et conduites par de très-jeunes gens, presque des enfants, souvent en blouse et en sabots. Quelques artilleurs suivaient, mais étaient en petit nombre. Rien de plus étrange d'ailleurs que l'aspect de ces bataillons, où l'adolescent coudoyait le vieillard, tous dans des costumes et avec des armes d'une pittoresque variété. Le crayon de Callot, bien mieux que celui de Charlet, eût pu convenablement reproduire l'aspect de ces cohortes de la Commune, que suivaient de nombreuses tapissières et voitures de déménagement remplies de munitions et de vivres.

A minuit, la concentration du corps de Bergeret était terminée dans l'avenue de Neuilly et les rues adjacentes. Trompés, comme ils l'ont toujours été d'ailleurs, les gardes nationaux, persuadés qu'ils allaient marcher sur Versailles sans rencontrer de sérieux obstacles, montraient autant d'insouciance que de gaieté. Ils allumèrent des feux et bivouaquèrent en attendant les ordres qu'ils

devaient recevoir. Vers une heure du matin, un détachement, envoyé en éclaireurs, vint donner la nouvelle que les troupes de Versailles avaient évacué la veille le rond-point de Courbevoie, et que cette position pouvait par conséquent être occupée de suite. Sept ou huit bataillons, présentant un effectif d'environ 4,000 hommes, franchirent alors la Seine et s'avancèrent jusqu'au rond-point, où ils s'installèrent à l'endroit même où, la veille, avaient été amenés par l'armée régulière les canons qui les avaient tant maltraités. Là, ils attendirent de nouveau le général Bergeret, qui ne devait pas tarder à arriver, et dont le reste des troupes s'était massé de l'autre côté de la Seine.

A quatre heures du matin, Bergeret parut en effet, monté, comme la veille, lorsqu'il s'était porté *lui-même* à Neuilly, dans une voiture découverte, l'usage du cheval lui étant formellement interdit. Il avait traversé les Champs-Élysées entouré de son état-major, et fut acclamé par les fédérés, qui criaient en même temps : « A Versailles! à Versailles! » L'ordre de marche fut aussitôt donné à la colonne, qui comprenait un corps commandé par Gustave Flourens, lequel avait le grade de colonel. Bergeret fit placer sa voiture au centre de son armée, absolument comme le ma-

réchal de Saxe à la bataille de Fontenoy. Elle était entourée de douze pièces de canon qui accompagnaient la colonne.

On partit, victorieusement plutôt que prudemment, au son du tambour et du clairon, et on s'engagea sur la route de Rueil. Le Mont-Valérien se dressait morne et sombre en face du corps d'armée de Bergeret, lequel pouvait lui jeter des regards défiants. Mais, soit calcul, soit conviction, Bergeret tenait à ses soldats des propos rassurants tendant à leur faire croire que les fédérés avaient des intelligences dans le fort, occupé par les marins qui, disait-il, ne voulaient pas tirer sur leurs frères. Dans tous les cas, le commandant du Mont-Valérien avait été changé la veille, ce que Bergeret ne savait pas.

On arriva ainsi à 800 mètres du fort qu'il s'agissait de tourner, et on avait échangé déjà quelques coups de feu avec les tirailleurs de l'armée régulière, lorsque tout à coup une volée d'obus tomba sur les fédérés, ou passa en sifflant au-dessus de leurs têtes, car on avait encore voulu les ménager. C'étaient les batteries supérieures du fort et la redoute dite des Gibets qui donnaient un premier avertissement aux outrecuidants soldats de la Commune, et les prévenaient qu'ils devaient

désormais prendre le Mont-Valérien au sérieux.

On eût pu, dans le premier moment, croire que la décharge essuyée par les fédérés avait été extrêmement meurtrière; car, indépendamment d'un certain nombre d'hommes qui étaient tombés frappés par les éclats d'obus, un nombre bien plus considérable encore de gardes nationaux s'étaient jetés à terre pour éviter l'effet des projectiles. La terreur, une terreur inconsciente, irrésistible, s'était emparée d'eux. Dans le désordre le plus complet, officiers et soldats fuyaient pêle-mêle, les premiers criant machinalement: « A l'assaut! » les autres répondant, comme toujours: « Nous sommes trahis! » Au milieu de ces fuyards, les chevaux d'omnibus qui traînaient les pièces galopèrent dans toutes les directions, emportant avec eux les canons, et ajoutant encore à la panique. Ceux qui étaient attelés à la voiture de Bergeret étaient tombés atteints par les obus, ce qu'on ne manqua pas d'annoncer en ces termes dans une proclamation, mensongère d'ailleurs: « Le général Bergeret, en tête de ses troupes, les a entraînés au cri de: Vive la République! et a eu deux chevaux tués. » Le bruit de la canonnade et la vue des fuyards, dont beaucoup avaient jeté leurs armes, firent se replier immédiatement sur

les fortifications les 20,000 fédérés massés dans Neuilly.

Disons, pour donner de suite l'ensemble du récit de l'engagement de ce côté de Paris, qu'en dépit du désordre, et en profitant peut-être, Gustave Flourens avait, à la faveur de quelques mouvements de terrain, pu tourner la position et s'avancer du côté de la Seine. Il était à la tête d'une petite troupe assez énergique, et que son énergie personnelle animait encore. Il gagna Chatou, mais y fut bientôt surpris par un détachement de gardes républicains, anciens gendarmes de la garde. Ayant tiré sur un de ces soldats, le capitaine Desmarests, qui les commandait, lui donna un coup de sabre qui lui fendit la tête.

C'était incontestablement une perte pour la Commune. Gustave Flourens était un des membres les plus intelligents du parti à nuances diverses qu'elle avait la prétention de représenter. Né à Paris en 1838, il avait, après des études faites au lycée Louis-le-Grand, été reçu en même temps licencié ès lettres et ès sciences. Il suppléa pendant un an son honorable père dans la chaire d'histoire naturelle des corps organisés au Collège de France; mais là, il émit des doctrines si har-

dies, et affirma si nettement le polygénisme, avec toutes ses conséquences, que le ministre Duruy en fut ému et révoqua l'imprudent. A dater de cette époque, Gustave Flourens se jeta dans l'opposition la plus ardente. Il passa en Angleterre et en Belgique, où il fit des conférences, puis à Constantinople et à Athènes, d'où, en 1866, il se rendit en Crète avec les premiers volontaires grecs et garibaldiens. Après une campagne d'un an qu'il avait faite dans les rangs des insurgés, il revint à Paris pour y fermer les yeux de son père, auquel les exaltations politiques de son fils avaient causé d'amers chagrins, puis il retourna en Crète, et fut envoyé comme député au parlement hellénique par l'assemblée nationale crétoise. On sait comment le ministre Bulgaris le fit arrêter et conduire à Marseille. On connaît ses longs démêlés avec le gouvernement grec, son emprisonnement à Naples par le gouvernement italien; enfin comment, de retour à Paris, et prenant une part trop violente au mouvement électoral de 1869, il fut condamné à quatre mois de prison, pour insultes envers Napoléon III. Vie errante, romanesque, follement périlleuse, incidentée d'un duel avec M. Paul de Cassagnac, telle enfin que l'on pouvait l'attendre de l'exaltation naturelle de Flourens.

Mais, nous le répétons, cet exalté était un des plus capables, des plus intelligents, parmi les hommes compromis dans la formidable insurrection du 18 mars.

Revenons aux événements militaires de cette journée, qui fut véritablement décisive, quoique la seconde de la lutte, parce qu'elle fixa irrévocablement la situation des combattants et qu'elle déterminait d'une invariable façon l'offensive et la défensive.

A quatre heures et demie du matin, les deux colonnes fédérées qui devaient agir sur Clamart et le Bas-Meudon commencèrent à s'y masser en dehors de l'enceinte. Elles entamèrent l'exécution de ce double mouvement à six heures du matin. Un coup de canon parti du fort d'Issy avait donné le signal du départ et été accueilli par des cris de « A Versailles! Vive la Commune! » L'enthousiasme, on le voit, était aussi irréflecti de ce côté-là que de l'autre. Le général Duval, ayant pour aide de camp le chef de bataillon Razoua, commandait la colonne qui allait marcher sur Clamart; le général Eudes dirigeait celle qui était chargée de tourner Meudon.

Bientôt l'affaire s'engagea sur toute la ligne. Les fédérés se heurtèrent, d'un côté, à la brigade

Deroja, de la division Faron, et aux marins de l'amiral Bruat, de l'autre à la brigade la Mariouse et à l'infanterie de la garde républicaine. Trois fois ils s'élançèrent sous le feu de l'armée régulière, et trois fois ils furent repoussés avec pertes. Un instant ils s'avancèrent en tournant le viaduc du Val-Fleury, mais là, ils furent reçus par un tel feu de mousqueterie qu'ils durent sur-le-champ se replier. De leur côté, les troupes régulières obtenaient des avantages. Les marins, joints à la brigade Deroja, avaient enlevé le Petit-Bicêtre sous les yeux de l'amiral Pothuau, qui s'était porté sur ce point, et les gendarmes à pied avaient pénétré dans Meudon, malgré une fusillade intense dirigée sur eux des maisons, d'où ils délogèrent les gardes nationaux. Ces derniers, quoique ayant montré une certaine solidité et beaucoup d'entrain, n'avaient pas été plus heureux du côté de Châtillon, où les troupes régulières remportèrent aussi l'avantage. Le lendemain, elles devaient même occuper complètement ces hauteurs, où se trouvaient encore les ouvrages construits par les Prussiens pendant le siège de Paris.

Vers quatre heures du soir, voyant tous leurs efforts impuissants, les fédérés battirent en re-

traite, et les chefs eurent bien de la peine à empêcher que cette retraite ne devint une déroute. Elle fut puissamment protégée cependant par le feu du fort d'Issy, qui avait été armé la veille de grosses pièces de siège, et dont le commandant n'était autre que le général Cluseret, tout récemment arrivé à Paris.

Cette journée fut donc entièrement désastreuse pour la Commune. Elle eut, comme nous le disions, pour résultat extrêmement important, de fixer définitivement la situation réciproque des belligérants. Désormais obligés de se tenir sur la défensive, les fédérés devaient renoncer à cette illusion, qui leur avait été si chère, de marcher sur Versailles et de disperser par la force l'Assemblée nationale.

Lors de l'enlèvement de la redoute de Châtillon par les troupes régulières, le général Duval fut pris et fusillé. C'était aussi une perte réelle pour la Commune. Duval était un jeune homme très-énergique, affilié à l'Internationale. Nous avons vu qu'il avait occupé un instant les fonctions de délégué à la sûreté générale, poste où il avait été remplacé par Raoul Rigault.

Une dépêche secrète adressée à Londres, et signée : Pothier, Johannard, Rochat et Longuet,

disait : « Tout va mal : Flourens est mort, Duval est tué. » Et le citoyen Dagbert, un membre influent dans l'Internationale, a écrit depuis : « On savait désormais ici à quoi s'en tenir. Duval mort, nous n'avions personne sur qui compter. »

## CHAPITRE IX

En apprenant ces désastres, le premier mouvement de la Commune fut le découragement, mais le second fut la fureur.

A partir de ce moment, les mesures les plus rigoureuses et les plus tyranniques furent adoptées par elle. Elle chercha à masquer sa faiblesse en se faisant craindre. Mais d'abord elle voulut dissimuler la vérité en publiant des dépêches du genre de celle-ci : « Bergeret et Flourens ont fait leur jonction ; ils marchent sur Versailles. Succès certain. » Et d'autres qui accusaient l'armée régulière d'atrocités inventées à plaisir. Elle éprouvait aussi le besoin de changer de généraux, et, n'ayant pu obtenir le concours de Garibaldi, qui